

# Birmanie

Diane Lewis

*La diversité birmane comprend plus de 100 groupes ethniques. Les Birmans sont estimés à 68% des 51 millions d'habitants. Le pays est divisé en sept divisions dominées par des Birmans et sept Etats ethniques. Le gouvernement birman se réfère à ces groupes, considérés comme des « peuples autochtones » comme à des « nationalités ethniques ». Ils comprennent les Shan, Karen, Rakhine, Karenni, Chin, Kachin et Mon. Pourtant il y a des nombreux groupes ethniques qui sont considérés comme des peuples autochtones tels les Akha, Lisu, Lahu, Mru et bien d'autres.*

*La Birmanie a été dirigée par une succession de régime militaire à dominante birmane depuis que le gouvernement populaire élu a été renversé en 1962. Le Président actuel Thein Sein (installé en 2011) et sa censée administration civile ont fait des pas positifs vers des réformes, relâchant des centaines de prisonniers politiques, allégeant les restrictions pesant sur certains médias, prenant des initiatives pour libéraliser l'économie et engager des discussions à propos de cessez-le-feu avec les groupes armés. Cependant, beaucoup de problèmes importants restent lettre morte, ainsi des sérieuses violations des droits de l'homme dans les régions où se trouvent les minorités ethniques, les offensives militaires dans les Etats du Kachin et du l'Etat Nord-Est Shan, et enfin un manque significatif de réformes législatives et institutionnelles.*

## **Les conflits dans les Etats du Kachin et du l'Etat Nord-Est Shan déstabilisent les perspectives de cessez-le-feu**

Les conflits armés entre *Tatmadaw* (l'armée birmane) et l'Armée Indépendante Kachin (KIA), qui a démarré en juin 2011, se développent dans les Etats du Kachin et du l'Etat Nord-Est Shan durant toute l'année 2014. Des confrontations continuent également à avoir lieu avec d'autres groupes ethniques armés. Au cours de l'année, des combats ont été rapportés dans neuf districts dans l'Etat Kachin dans 18 districts dans l'Etat Shan, en violation d'un accord de cessez-le-feu de 2012.

En 2014, le gouvernement a formellement fait cinq rencontres avec l'Equipe de Coordination pour un Cessez-le-feu National (Nationwide Cease-fire Coordination Team - NCCT), une coalition de 16 groupes ethniques armés<sup>1</sup>, pour discuter et signer un accord de cessez-le-feu national. Cependant, les négociations de cessez-le-feu sont lentes à cause du renouvellement des offensives de *Tatmadaw* pendant l'année et à cause du refus du gouvernement de prendre en compte les demandes principales des groupes ethniques – en premier lieu la demande d'établir une authentique fédération pour toute la Birmanie et d'obtenir des dialogues politiques avant de signer un accord. Le manque de coordination entre le gouvernement et *Tatmadaw* mine la volonté du gouvernement dans les négociations de cessez-le-feu. En Mai, le gouvernement a dit aux groupes ethniques armés que le fédéralisme serait considéré et que les demandes du *Tatmadaw* notamment celle de respecter la Constitution de 2008, ne serait pas une condition préalable aux accords de cessez-le-feu. Cependant, en août, le Général en chef de

*Tatmadaw*, Sr Gen Ming Aung Hlaing a répété la demande aux chefs des groupes ethniques, comme un préalable pour tout accord de cessez-le-feu.

En novembre, *Tatmadaw* a attaqué une académie militaire du KIA près du commandement de l'Organisation pour l'Indépendance Kachin (KIO), dans les districts de Laiza et Mormauk dépendant de l'Etat Kachin. Vingt-trois cadets de différents groupes armés s'entraînant ont été tués et vingt autres blessés durant l'attaque. Le Conseil Fédéral des Nationalités Unies (UNCF), une coalition de groupes ethniques armés<sup>2</sup> (voir *The Indigenous World* 2014) a déclaré que l'attaque posait un « obstacle sérieux » au processus de paix, pendant que le KIO disait qu'il allait « délibérer » et prouver que le processus de paix était « mort ». Le gouvernement a déclaré que l'attaque n'était « pas intentionnelle » et l'a décrit comme un « accident ».

### **Les personnes déplacées (*Internally Displaced Persons*- IDPs) et les civils font face au rationnement de l'assistance et aux abus des droits de l'homme**

Résultant du conflit en cours, le nombre de Personnes Internes Déplacées (IDP), qui était estimé à 91.000<sup>3</sup> dans l'Etat Kachin au début de l'année, a atteint 98.000 dans les Etats du Kachin et du l'Etat Nord-Est Shan en décembre<sup>4</sup>.

Le 26 juillet, le Rapporteur Spécial des Nations Unies sur les droits de l'homme en Birmanie, Yanghee Lee, a déclaré que l'accès aux territoires contrôlés par le KIA restait très limité pour les agences<sup>5</sup>. Entre octobre et décembre, le gouvernement a bloqué la délivrance de l'assistance humanitaire à quelque 27.000 IDP vivantes dans les territoires contrôlés par le KIA<sup>6</sup>.

Contrevenant à la résolution de l'Assemblée Générale des Nations Unies de la Conférence Mondiale sur les Peuples autochtones, les soldats de *Tatmadaw* ont également continué à commettre de sérieuses violations des droits de l'homme contre les nationalités ethniques, incluant attaques sur des civils, détentions arbitraires, tortures, violences sexuelles contre des femmes et des filles et travail forcé. En janvier, la Ligue des Femmes de Birmanie (WLB) a fait circuler un rapport intitulé « *Même impunité, même motif* » qui documente l'usage du viol et des violences sexuelles commises par les soldats de *Tatmadaw* contre des femmes, pour la plupart issues des territoires des nationalités ethniques<sup>7</sup>.

En juin, l'organisation « Renforcer les Droits - Fortify Rights », basée à Bangkok a fait circuler un rapport : « J'ai cru qu'ils me tueraient. En finir avec la torture en temps de guerre dans le nord du Myanmar », qui expose l'usage systématique de la torture par *Tatmadaw* contre les minorités ethniques dans les Etats du Kachin et du l'Etat Nord-Est Shan depuis la résurgence du conflit en 2011<sup>8</sup>.

### **La violence sectaire contre les musulmans Rohingya**

Dans l'Etat de l'Arakan, la situation des Rohingya musulmans est restée difficile depuis que des violences sectaires ont éclaté en juin 2012 (voir *The Indigenous World* 2013). La violence sectaire entre les bouddhistes Rakhine et la minorité musulmane de Rohingya s'est enflammée à nouveau quand la police et les bouddhistes du village de Du Chee Yar Tan, dans le district de Maungdaw, ont attaqué et tué au moins 48 musulmans Rohingya dans la première moitié du mois de janvier<sup>9</sup>.

Les enquêtes sur l'incident par la commission appointée par le gouvernement ont failli à donner des coupables, suggérant plutôt que la police de l'Etat de l'Arakan devrait être pourvue d'un meilleur armement. En février, le Rapporteur Spécial d'alors des droits de

l'homme en Birmanie, Tomàs Ojea Quintana, a dit que l'enquête avait « failli à satisfaire la question » sur les allégations de violences<sup>10</sup>. Ojea Quintana a, plus tard, réitéré le fait que le développement général et les violations systématiques des droits de l'homme dans l'Etat de l'Arakan pouvaient compter comme des crimes contre l'humanité<sup>11</sup>.

En mars et décembre respectivement, le Conseil des Droits de l'Homme et l'Assemblée Générale ont adopté des résolutions exprimant les inquiétudes sérieuses à propos « de la situation des Rohingya » dans l'Etat de l'Arakan et a demandé au gouvernement de donner un « accès égal » pour eux à la citoyenneté<sup>12</sup>.

Les tensions non résolues ont laissé le nombre de IDP à un niveau constant dans l'Etat de l'Arakan en 2014, alors même que les conditions de vie et l'accès aux soins s'est détérioré, ce qui est dû pour une part à l'expulsion de plusieurs agences d'assistance<sup>13</sup>.

En décembre, on estime à 130.000 Rohingya restant déplacés dans l'Etat de l'Arakan. Une visite officielle des Nations Unies dans l'Arakan en juin et juillet a exprimé de graves inquiétudes à propos des conditions des Personnes Intérieures Déplacées Rohingya dans les camps ; nommant la situation « consternante » et « déplorable »<sup>14</sup>. En 2014 environ 53.000 personnes, incluant surtout des Rohingya, ont essayé de trouver un refuge en prenant la mer, laissant la Birmanie et le Bangladesh sur des bateaux réservés pour la Malaysia et la Thaïlande<sup>15</sup>.

Tout au long de l'année, le gouvernement a continué à mettre en place son agenda anti-Rohingya, qui requiert pour les Rohingya de demander la permission de se marier ou de voyager (Ordre Régional 1/2009) et restreignant les Rohingya à n'avoir que deux enfants (Ordre Régional 1/2005). En septembre, le rapport du gouvernement sur les plans provisoires – le « Plan Action de l'Etat de l'Arakan » a émergé. Le plan voudrait pérenniser la ségrégation entre bouddhistes et musulmans de l'Arakan et déporter ou interner les Rohingya qui ne peuvent pas prouver leur nationalité.

### **Le recensement birman exclut les membres des nationalités ethniques**

La Birmanie a réalisé le premier recensement depuis plus de trois décades du 30 mars au 10 avril l'an dernier. Cependant le recensement exclut les 1,2 millions de personnes des Etats de l'Arakan, Kachin et Karen, incluant environ 1,09 million de Rohingya.

En dépit des assurances du gouvernement qui dit le contraire, le 29 mars, Ye Htut, le Porte-Parole du Président Thein Sein a annoncé que les Rohingya ne seraient pas autorisés à s'identifier eux-mêmes comme tels dans le recensement. Les Rohingya qui essaieraient de le faire seront sujets à intimidation par les forces de sécurité et seraient seulement autorisés à participer s'ils acceptent d'être identifié comme des « Bengalis », sous-entendant qu'ils sont des immigrants illégaux du Bangladesh. En avril le Rapporteur Spécial d'alors des droits de l'homme en Birmanie, Tomàs Ojea Quintana, a déclaré que la décision du gouvernement de ne pas autoriser les Rohingya à s'identifier eux-mêmes veut dire que le recensement n'est pas aux normes internationales<sup>16</sup>.

De plus *Tatmadaw* a accru sa militarisation en mars et avril sous le prétexte de la préparation du recensement. Après que le KIO a rejeté la requête gouvernementale de collecter les données pour le recensement dans les territoires tenus par le KIA, les troupes de *Tatmadaw* ont menacé de prendre le recensement elles-mêmes. Les soldats de *Tatmadaw* et la police ont accompagné les hommes chargés du recensement dans certaines parties de l'Etat Kachin et de l'Etat Shan pour collecter les données.

## Les réformes législatives n'ont pas fait de progrès pour les minorités nationales

Le Parlement birman s'est réuni à Naypyidaw pour trois sessions en 2014, mais n'a pas réussi à faire une législation s'adressant aux questions importantes soulevées par les minorités nationales. En dépit du vote du 22 juillet de l'Assemblée du Peuple qui approuve une première mouture concernant une Loi sur les Minorités Ethniques qui devrait protéger les droits des minorités et créer une Ministère des Affaires Ethniques, aucun progrès n'a été fait dans ce sens. Dans un développement positif cependant, au moins deux parlements d'Etats (Mon et Karenni) ont voté en faveur de laisser les langues ethniques être apprises dans les écoles locales. Cependant, l'initiative doit maintenant être mis en place.

Le Parlement n'a pas réussi à repousser ou amender les lois oppressives, ainsi de la loi des Associations Hors La Loi, qui a été fréquemment utilisée par les autorités pour détenir des citoyens, activistes et politiciens dans les territoires des minorités ethniques. Le 22 septembre, le Parlement National a approuvé une loi amendement la Loi d'Enregistrement des Partis Politiques, retirant aux détenteurs de carte d'identité temporaire – ce qui inclut beaucoup de Rohingya – la possibilité de former des partis politiques.

En 2014, le débat sur les amendements constitutionnels continue de ne pas faire avancer la situation. En janvier, les 109 membres du Comité pour la Relecture de la Constitution de 2008 (voir *The Indigenous World 2014*) n'ont pas réussi à proposer de véritables changements concernant les articles contestés, ce qui inclut l'article 338, qui oblige toutes les forces armées de se retrouver sous le commandement du Service de la Défense<sup>17</sup>. En février, le Parlement Birman a approuvé la formation d'un comité de 31 personnes pour mettre en place ce que le Comité pour la Relecture a souligné. Cependant, le comité ne comprend que quelques Membres du Parlement des partis ethniques nationaux<sup>18</sup>.

En décembre, le Bureau du Président a soumis une série de projets de lois, se référant à un « Paquet National pour la Race et la Religion », au Parlement. Ces projets de lois restreignent le mariage, la reproduction et les droits à la conversion religieuse, imposant des amendes et la prison pour ceux qui les transgresseraient et affectent les minorités religieuses, beaucoup d'entre-elles venant des états de nationalités ethniques.

---

### Notes et références

<sup>1</sup> Les 16 groupes sont : le Parti de l'Arakan Libre (ALP) ; le Conseil National de l'Arakan (ANC) ; l'armée de l'Arakan (AA) ; le Front National Chin (CNF) ; l'Armée Démocratique Karen Benevolent(DKBA) ; l'Organisation Indépendante Kachin (KIO) ; l'Union Nationale Karen (KNU) ; KNU/KNLA Conseil de la Paix ; le Parti Progressiste National Karenni (KNPP) ; l'Union Démocratique Lahu (LDU) ; l'Armée de l'Alliance Démocratique du Myanmar (NDAA) ; le Parti du Nouvel Etat Mon (NMSP) ; le Front de Libération de l'Etat Palaung (PSLF) ; l'Organisation Nationale de Libération PaO (PNLO) ; le Parti du Progrès de l'Etat Shan (SSPP) ; l'Organisation Nationale Wa (WNO).

<sup>2</sup> Les 11 groupes sont le Front National Chin (CNF) ; l'Organisation Indépendante Kachin (KIO) ; l'Union Nationale Karen (KNU) ; le Parti Progressiste National Karenni (KNPP) ; l'Union Démocratique Lahu (LDU) ; le Parti de l'Unité Nationale de l'Arakan (NUPA) ; le Parti du Nouvel Etat Mon (NMSP) ; le Front de Libération de l'Etat Palaung (PSLF) ; l'Armée de l'Etat Mon – Nord (SSA-N) ; l'Organisation Nationale de Libération PaO (PNLO) ; l'Organisation Nationale Wa (WNO).

<sup>3</sup> OCHA, *Myanmar: Humanitarian Bulletin, Issue 1*, 1-31 January 2014.

<sup>4</sup> OCHA, *Myanmar: Humanitarian Bulletin, Issue 12*, 1-31 December 2014.

<sup>5</sup> UNIC Yangon, *Statement of the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights in Myanmar*, 26 July 2014.

<sup>6</sup> OCHA, *Myanmar: Humanitarian Bulletin, Issue 11*, 1-31 November 2014.

<sup>7</sup> Women's League of Burma (WLB), 2014, *Same impunity, Same Patterns*, 14 January 2014.

<sup>8</sup> Fortify Rights, 2014, *I Thought They Would Kill Me, Ending Wartime Torture in Northern Myanmar*, 9 June 2014.

[http://www.fortifyrights.org/downloads/Fortify%20Rights\\_Myanmar\\_9\\_June\\_2014.pdf](http://www.fortifyrights.org/downloads/Fortify%20Rights_Myanmar_9_June_2014.pdf)

<sup>9</sup> UN News Centers, *Top UN officials call for probe into latest violence in Myanmar Rakhine State*, 23 January 2014.

<sup>10</sup> UNIC Yangon, *Statement of the Special Rapporteur on the Situation of Human Rights in Myanmar*, 19 February 2014.

<sup>11</sup> UN Human Rights Council 2014; 25th session, 12 March 2014. Report of the Special Rapporteur on the situation of human rights in Myanmar, Tomás Ojea Quintana. Un Doc. A :HRC/25/64. OHCHR, Myanmar : *UN expert raise alarm on Rakhine State*, 7 April 2014.

---

<sup>12</sup> Human Rights Council 2014; 25th session, 26 March 2014. Situation of human rights in Myanmar. UN Doc. A/HRC25/L.21; UNGA 2014: 69th session, 29 DEcember 2014. Situation of human rights in Myanmar. UN DOC. A/RES/69248.

<sup>13</sup> OCHA, *Myanmar: Humanitarian Bulletin, Issue 5*, 1-31 May 2014. CNN: *Caugh between a hammer and an anvil: Myanmar Rohingya « internment camps »*, 29 October 2014.

<sup>14</sup> OCHA, *Assistant Secretary-General and Deputy EmergencyRelief Coordinator, Kyung-Wha Kang Press Remarks on Myanmar*, 17 June 2014. UNIC Yangon, *Statement of the Special Rapporteur on the Situation of Human Right in Myanmar*, 26 July 2014.

<sup>15</sup> UNHCR, *Irregular Maritime Movements 2014*, 5 December 2014.

<sup>16</sup> OHCHR, *Myanmar: UN expert raises alarm on Rakhine State*, 7 April 2014.

<sup>17</sup> Irrawaddy Burma Parliament Committee: *Keep Main Points of Constitution*, 31 January 2014.

<sup>18</sup> Myanmar Times, *NLD Leaders backs new constitution review body*, 9 February 2014.

***Diane Lewis*** est *Research Officer* at the Bangkok-based *Alternative Asean Network on Burma ALTSEAN-Burma*.

*Source : IWGIA Indigenous World 2015  
Traduction pour le GITPA par Jacques Ivanoff,  
membre du réseau des experts du GITPA pour l'Asie*